

Jean Zuccarelli : « Les attaques de François Tatti sont déplacées »

Le président de l'Adec, désormais conseiller municipal d'opposition, évoque la crise économique et les élections sénatoriales. Il dresse aussi un bilan sans concession des six mois de la nouvelle majorité

La crise économique touche de plein fouet la Corse. En tant que président de l'Adec, avez-vous des moyens d'action ?

Lors de ma prise de fonction à l'Adec, une feuille de route très précise avait été fixée, je peux vous dire que tous les dispositifs prévus ont été adoptés à l'assemblée de Corse et sont opérationnels. Une actualisation de cette feuille de route est prévue en raison du contexte nouveau introduit par le Padduc et de la nouvelle réglementation européenne, avec les dispositifs qui soutiendront nos entreprises dans un contexte difficile également. Une situation dégradée et il faut noter que des mesures particulières en sus de celles de l'État sont également mobilisables pour les entreprises ayant souffert de la grève de la SNCM.

Le chômage atteint des records dans l'île. Comment imaginer inverser cette tendance ?

Les chiffres du chômage sont insupportables, ils le sont d'autant plus que la CTC n'a pas ménagé ses efforts, elle y consacre des moyens considérables en accompagnant l'État. Nous l'avons fait de manière exemplaire au niveau des emplois d'avenir (700) au profit des jeunes. Nous allons avec l'État engager un véritable plan de bataille pour l'emploi en mettant l'accent sur la situation des plus de 50 ans. Il nous faut engager d'autres chantiers que je considère prioritaires, le devenir de notre fiscalité particulière pour les entreprises et notamment le crédit d'impôt. Mettre en œuvre des actions simples pour permettre aux entreprises insulaires de bénéficier de la commande publique. Poursuivre, avec les chambres consulaires, le travail pour la structuration des filières, de l'export, du soutien à l'entrepreneuriat.

L'avenir de la SNCM reste aussi un sujet d'inquiétude pour les responsables économiques. Vous n'êtes pas favorable à une compagnie régionale ?

Il faut que le scénario de reprise se concrétise le plus rapidement avec le moins de conséquences sociales possibles. En tout état de cause le président de l'exécutif et le président de l'office, se sont déjà exprimés sur ce sujet mais rien ne se fera sans l'accord de la CTC. La compagnie régionale d'exploitation n'est pas la solution appropriée.

Que pensez-vous des tirs croisés entre les PRG Paul Giacobbi et Jean-Michel Baylet, dans les colonnes de *Corse-Matin* ?

La période n'est pas aux polémiques mais à l'action. Je ne vais pas contribuer à les alimenter.



Jean Zuccarelli : « Les promesses de transparence et de démocratie sont tombées aux oubliettes ».

(Photo Gérard Baldocchi)

Le PRG en Haute-Corse a connu des turbulences. Cette famille politique a-t-elle encore un avenir ?

Le PRG a été secoué par les dernières élections municipales. Certains sont partis tant pis pour eux. Notre parti demeure un édifice solide dans le département avec de nombreux élus de premier plan. Nous sommes porteurs d'identité et de valeurs qui sont au cœur du débat départemental et régional. La fédération 2B va renouveler le mois prochain ses instances dirigeantes. Nous allons impulser une nouvelle dynamique. Le PRG doit être une force de proposition et porter un projet clair que nous allons élaborer cet automne. Nous souhaitons nous ouvrir plus à la jeunesse et nous appuyer sur des militants actifs.

Quelle est votre position pour l'élection sénatoriale ?

La fédération du PRG de Haute-Corse a fait un choix clair en apportant son soutien à Joseph Castellani qui est adhérent de notre mouvement.

Le premier tour permet légitimement aux différentes sensibilités de la gauche de faire entendre leur voix. Elles se retrouveront au second tour pour maintenir le siège à gauche.

François Tatti prépare un nouveau mouvement et bien entendu les élections territoriales. Y participerez-vous tout comme aux cantonales avancées au printemps ?

Bien sûr. Notre sensibilité républicaine sera présente pour défendre ses valeurs dans la configuration qui sera débattue au sein du parti avec nos partenaires.

Votre sentiment n'a pas varié sur le statut de résident. Pourquoi ?

Je l'ai déjà dit, j'y suis opposé. Il serait dangereux et inefficace. Nous sommes pour des solutions pragmatiques, réalistes qui répondent aux problèmes des Corses. Pas pour des chimères idéologiques.

Quel est votre avis sur la réforme institutionnelle ?

Je ne suis pas favorable à ce projet. D'abord ce n'est pas le moment de paralyser les institutions pour 3 ou 4 ans. Ensuite parce qu'elle ravalerait Bastia au rang de sous-préfecture. Et conduirait à la réduction des services publics, de l'emploi, de l'activité dans notre microrégion. Ce qu'un référendum a refusé, seul un autre référendum pourrait le modifier. Les priorités de la Corse ne sont pas institutionnelles.

À la mairie de Bastia, la passation de pouvoir aurait manqué d'élégance selon la nouvelle majorité ?

La passation s'est déroulée dans les meilleures conditions. Elle a été irréprochable, les dossiers étaient à leurs places et l'administration en parfait ordre de marche. Cette polémique voulue par la nouvelle municipalité ne vise qu'à tenter de masquer ses difficultés à agir et ses retards.

Aujourd'hui, quel est votre jugement sur l'action de l'actuelle majorité ?

Force est de constater, et c'est le ressenti de nombre de Bastiais, que 6 mois après son installation à la mairie de Bastia, Gilles Simeoni a beaucoup de mal à traduire ses belles paroles en actes. Entre les retards qui masquent de possibles remises en cause (voie douce, parking Gaudin) et d'ores et déjà certains projets qui seraient abandonnés (avenue de la Libération), c'est l'indécision. Quant aux animations et au mieux vivre ensemble qui étaient le fer de lance de sa campagne municipale, le maire a essuyé un premier échec à la Citadelle face au mécontentement des riverains et des commerçants. Le manque de préparation et

l'excès d'effets d'annonce conduisent aujourd'hui à une déception des Bastiais à la mesure des attentes suscitées.

D'autre part, ses promesses de transparence et de démocratie sont tombées aux oubliettes. La chasse aux sorcières s'est poursuivie. Alors que dans le même temps les embauches de complaisance se multipliaient sur des postes qui faisaient l'objet d'appel à candidatures. Sans parler de la place faite à l'opposition qui depuis 6 mois attend un local...

Que pensez-vous des derniers propos de François Tatti, le nouveau président de la Cab ?

C'est la contradiction et le reniement. Les attaques qu'il porte contre la majorité précédente sont particulièrement déplacées pour quelqu'un qui y a participé et qui, durant 13 ans, ne l'a jamais critiqué. Il renie chaque jour le bilan auquel il affirmait hier avoir contribué. Il agite un alarmisme financier volontairement excessif, ce qui ne l'empêche pas de multiplier les embauches à caractère purement partisan qui ne visent qu'à organiser ses ambitions personnelles...

PROPOS RECUEILLIS
PAR JO CERVONI